

## **La France en berne, ses principes aussi ?**

**Samuel Mayol**

**Maître de conférences HDR**

**Directeur du LaRA ICD**

**Prix national de la laïcité 2015**

**Auteur de : « Laïcité, la République jusqu'au bout », éditions L'Harmattan**

**« Fraternités fragmentées », éditions L'Harmattan**

**« Les extrémistes à l'assaut de la République », éditions L'Harmattan**

Il n'est pas rare de voir les drapeaux tricolores mis en berne sur les bâtiments publics à l'annonce de la disparition d'une grande figure nationale. Rien de plus naturel, rien de plus légitime : la nation rend hommage à ses enfants illustres, qu'il s'agisse d'un président de la République comme Jacques Chirac ou Valéry Giscard d'Estaing, d'un enseignant assassiné pour avoir incarné la liberté de penser comme Samuel Paty, ou encore des victimes d'attentats et de catastrophes qui ont marqué notre histoire collective.

Dans ces moments-là, la République se recueille et se souvient.

Mais il est un autre usage, plus discret, plus ambigu, qui consiste à abaisser nos couleurs pour honorer des dirigeants étrangers. Et là, l'étonnement, voire l'incompréhension, s'imposent. Car la liste des personnalités étrangères ainsi honorées par la France interroge sur la cohérence de nos principes et sur la fidélité de la République à ses valeurs fondamentales.

### **Des choix qui interrogent la laïcité et la démocratie**

Parmi les chefs d'État étrangers pour lesquels la France a mis ses drapeaux en berne, on trouve des figures aussi diverses que Joseph Staline (1953), Pie XII (1958), Jean XXIII (1963), Francisco Franco (1975), Ronald Reagan (2004), Jean-Paul II (2005), Nelson Mandela (2013) et Élisabeth II (2022).

Plus récemment encore, le gouvernement a décidé de renouveler ce geste pour le pape François, provoquant une vive polémique sur le respect du principe de laïcité.

Comment comprendre que la République, qui proclame ne reconnaître aucun culte, abaisse son drapeau pour la mort d'un souverain pontife, chef religieux autant que chef d'État ? Comment justifier que l'on honore ainsi des dictateurs comme Staline ou Franco, dont les régimes furent tout sauf exemplaires au regard des idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité que la France prétend incarner ?

### **Une tradition républicaine... à géométrie variable**

Les gouvernements successifs justifient ces décisions par un « usage républicain » ou par les « relations privilégiées » qu'entretiendrait la France avec certains États ou personnalités.

On invoque le statut de chef d'État du pape pour contourner la question religieuse, ou l'émotion mondiale suscitée par la disparition d'une figure universelle comme Nelson Mandela ou la reine Élisabeth II.

Mais cette tradition, loin d'être codifiée, relève en réalité du choix politique, pris au cas par cas, sans fondement légal solide en dehors du décès d'un président de la République.

Cette absence de règles claires ouvre la voie à une laïcité « à géométrie variable », dénoncée par de nombreux élus et citoyens.

Pourquoi honorer la disparition d'un pape et pas celle d'autres chefs religieux ? Pourquoi saluer la mémoire d'un dictateur et pas celle d'un authentique démocrate ?

### **Des démocrates oubliés, des dictateurs honorés**

L'examen des personnalités étrangères ayant bénéficié de ce geste révèle une discordance troublante avec les valeurs françaises. On a mis les drapeaux en berne pour Staline, dont le régime fut responsable de millions de morts, pour Franco, qui a plongé l'Espagne dans la dictature, mais pas pour des figures majeures de la démocratie et des droits humains comme Václav Havel, artisan de la révolution de velours et icône de la liberté en Europe de l'Est. De même, Yitzhak Rabin, prix Nobel de la paix, assassiné pour avoir osé tendre la main et œuvrer sans relâche à la réconciliation entre Israéliens et Palestiniens, n'a pas reçu cet hommage de la République française.

On pourrait aussi citer Kim Dae-jung, président sud-coréen et prix Nobel de la paix, qui a résisté à la dictature et initié la politique de rapprochement avec la Corée du Nord, ou encore Sergio Vieira de Mello, diplomate brésilien et haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, mort dans un attentat à Bagdad après avoir consacré sa vie à la paix et à la réconciliation dans les zones de conflit.

La France a rendu hommage à Mandela, mais combien d'autres héros de la démocratie et de la paix sont morts dans l'indifférence protocolaire de notre République ?

Ce contraste met en lumière une pratique sélective, où les honneurs de la République semblent réservés à des figures dont le parcours ou la fonction ne sont pas toujours compatibles avec nos idéaux de liberté, d'égalité et de laïcité, tandis que de véritables champions de la démocratie et des droits humains, ailleurs dans le monde, ne bénéficient pas du même respect symbolique.

### **Un message brouillé au monde**

En honorant ainsi certains chefs d'État étrangers, la France envoie au monde un message ambigu. Elle donne l'impression de réserver ses marques de respect à des figures religieuses ou à des dirigeants dont l'action fut loin d'être conforme à nos idéaux. Elle brouille la frontière entre hommage diplomatique et reconnaissance morale, entre respect des usages et fidélité à ses principes.

La laïcité, pilier de notre République, n'est pas négociable. Elle suppose une neutralité absolue de l'État à l'égard des cultes. Or, en mettant en berne nos drapeaux pour la mort d'un pape, nous donnons le sentiment d'accorder une place particulière à une religion, au détriment des autres.

En honorant des dictateurs, nous trahissons l'esprit même de la démocratie et de la liberté.

### **Exigeons la clarté et la cohérence**

Il est temps que la France se dote de règles claires et transparentes concernant la mise en berne de ses drapeaux. Ce geste, hautement symbolique, ne doit pas être laissé à l'arbitraire du moment ou à la subjectivité d'un gouvernement. Il doit être réservé à ceux qui incarnent réellement les valeurs de la République, qu'ils soient français ou étrangers.

Honorons nos grands hommes et femmes, saluons les héros de la liberté et de la démocratie, mais ne sacrifions pas nos principes sur l'autel de la diplomatie ou de l'émotion du moment. La France ne doit pas être en berne pour des dictateurs ou des chefs religieux, mais pour celles et ceux qui, par leur vie et leur combat, ont fait avancer l'humanité sur le chemin de la justice, de la paix et de la liberté.

La République ne doit jamais oublier qu'en abaissant son drapeau, elle envoie un message au monde. Que ce message soit à la hauteur de ses valeurs.